

Chronique des falsifications



Une note secrète du maréchal Pétain

**L'Humanité, n° 5471 (jeudi 10 avril 1919)
Page 2 : "Aux Armées. La propagande
militaire contre les bolchevicks"**

« **N**OTE du GQG des armées françaises de l'Est (EM service spécial – sûreté générale des armées n° 3000, en date du 10 mars 1917), qui donne des instructions aux officiers supérieurs pour mener une propagande contre le bolchevisme.

Avant-propos

Le maréchal de France, commandant en chef des armées françaises de l'Est, à M. le Général :

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une note de renseignements sur les réalités bolcheviques.

Cette note destinée à servir de thème aux conversations des officiers supérieurs avec leurs officiers subalternes sera répandue jusqu'au bataillon.

Les autorités militaires à tous les degrés de la hiérarchie ne manqueront pas de veiller tout particulièrement en ce moment aux démarches et agissements sous toutes formes qui pourraient provenir du fait d'agents bolchevistes ou d'autres révolutionnaires.

Cette surveillance qui doit s'exercer sans relâche exige l'attention la plus vigilante de tous les cadres des unités, et spécialement de la prévôté.

Extrait du document

Les réalités bolcheviques

- les principes

Les bolchevicks, qui, en octobre 1917, se sont emparés du pouvoir en Russie par la violence et le crime avaient pour devise : Pain, Paix, Liberté ; et comme programme : Dictature de la classe ouvrière-expropriation du capitalisme-suppression de la propriété privée-armement général du prolétariat.

Les résultats

Après 18 mois de régime bolchevique, la situation bolchevique peut se résumer ainsi : la guerre bat son plein à toutes les frontières ; une famine terrible ravage le pays ; la liberté est supprimée ; la terreur règne partout.

(...) Mais les bolchevicks ont fait pire encore ; ils ont fait preuve de perversion et sadisme en autorisant sur le préavis des soviets régionaux la nationalisation des femmes et des jeunes filles.

Voici un article paru dans le journal *Kievskaja Mysl* (la *Pensée de Kiev*) du 28 septembre 1918 :

"Mandat sur la socialisation des femmes."

Le journal L'Anarchiste de Briansk reproduit en entier le document soviétique suivant :

“Comité de pauvreté rural de Moursilovsk, 16 septembre 1918.

Mandat

Au compagnon Grégoire Savéliév.

Pour les besoins de la campagne d'artillerie cantonnée dans le cercle de Moursilovsk (district de Briansk), il est accordé au compagnon Grégori Savéliév, à son choix ou sur ses indications, le droit d'appréhender et de livrer aux casernes de la division 60 femmes et

jeunes filles en tant que ce nombre puisse être prélevé dans les familles de bourgeois ou de paysans aisés.

Le secrétaire : Sabelnikov

Le président des Soviets : Skomeikine.”

Voilà donc quelle sorte de documents le GQG met à la disposition des officiers français pour qu'ils se fassent une opinion sur le gouvernement qui est depuis un an et demi celui d'un peuple de 120 millions d'habitants. C'est plus absurde encore que ce n'est odieux. »

Stéphane Courtois dans ses œuvres

Stéphane Courtois a accordé une interview au *Choc du mois* de novembre 2007. Ce mensuel a été fondé par François Brigneau, fasciste notoire à la lourde carrière. En juin 1944, ce Brigneau s'engage dans la milice de Darnand, qui n'est pas seulement un organisme de la collaboration avec les nazis, mais d'abord une organisation de tueurs chargée d'abattre résistants et Juifs. Condamné à la prison à la Libération, il est libéré au bout d'un an... Il restait tant de vichyssois dans l'appareil de l'Etat !

Brigneau appartient dans les années 1950 à l'organisation ouvertement fasciste Ordre Nouveau. Il se distingue par un antisémitisme particulièrement agressif, qui l'amène à déclarer un jour : “On peut être anticapitaliste, anticatholique, on peut être anti-Allemand, on doit être antifasciste, mais on ne peut être antisémite sans risquer cinq mille francs d'amende et deux ans de prison.”

Il sera plusieurs fois condamné pour ses déclarations ouvertement et grossièrement antisémites. Il apporte publiquement son soutien au tortionnaire nazi Paul Touvier, caché, on le sait, pendant plus de vingt ans par des réseaux de

l'Eglise catholique, dans le prolongement de sa collaboration active avec le régime de Vichy. Il écrit lors du procès de Touvier en 1992 : « *Après ma mort, je voudrais qu'une plaque fût apposée sur ma maison. On lirait ces mots : “Ici, pendant la chasse à l'homme, Paul Touvier et les siens furent reçus chaque fois qu'ils le désirèrent”* » (*National Hebdo*, 16 avril 1992). Cofondateur du Front national, il en a été le vice-président en 1972-1973. Il ne s'en éloignera que par refus de choisir entre Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret.

Il est assez piquant que ce soit dans un organe de presse fondé par un ancien collaborateur des nazis que Courtois affirme son équation “communisme égale nazisme” (tel est le titre de son interview).

Stéphane Courtois : “historien” ...

Stéphane Courtois historien ? Son interview au *Choc du mois* confirme tous les doutes que l'on pouvait nourrir sur sa qualification dans ce domaine. Il déclare

dès le début : *“Serai-je de droite parce que j’ai exprimé publiquement mon soutien aux Etats-Unis dans leur guerre contre l’islamisme radical, que je tiens pour la nouvelle forme de totalitarisme au XXI^e siècle ?”*

Etrange formulation... On pourrait croire, à lire ces lignes, qu’il s’agit d’une guerre plus ou moins idéologique. Or Courtois a exprimé son soutien public non pas à une guerre idéologique ou politique “contre l’islamisme radical”, mais aux deux guerres très précises déclenchées par les Etats-Unis en Afghanistan et en Irak, à grand renfort de bombardements, de milices privées, d’exécutions de civils, de tortures à grande échelle, d’assassinats...

La guerre en Irak a détruit une bonne moitié du pays et provoqué plusieurs centaines de milliers de morts que Courtois aura de la peine à comptabiliser dans “les victimes du communisme”. Rappelons par ailleurs — pour souligner un peu plus les qualités de Courtois historien — que, quels qu’aient pu être les crimes de Saddam Hussein, ce dernier n’appartenait pas plus à l’islamisme radical qu’il ne possédait d’armes de destruction massive. Courtois couvre ainsi deux falsifications à la fois. C’est une habitude chez lui.

Courtois n’a avec la vérité historique que des rapports extrêmement distants. Il s’attribue ainsi des mérites imaginaires en écrivant à propos de la lutte des étudiants contre la loi Pécresse, qui démantèle l’Université en la soumettant au patronat et aux intérêts privés : *“Croyez-moi, je connais la manœuvre. En mars 1970, j’ai fait fermer la fac de Nanterre pendant quinze jours. Il suffit de trois ou quatre dizaines de types bien décidés, ça suffit. Gymnastique révolutionnaire qui ne sert qu’à satisfaire l’ego de quelques excités qui se donnent ainsi de l’importance.”*

Courtois n’est pas plus sérieux quand il évoque sa propre histoire que lorsqu’il parle de la révolution russe. Il s’attribue un mérite imaginaire qui satisfait son ego en transformant un fait précis : les 2 et 3 mars 1970, après des affrontements entre maoïstes de Vive la révolution (VLR), groupuscule auquel appartenait Courtois, et le groupuscule fascisant dit

GUD, les policiers ont tenté d’investir la faculté. De nombreux étudiants — dont les maoïstes — se sont affrontés avec la police. C’est cet affrontement que Courtois résume audacieusement en affirmant *“j’ai fait fermer la fac de Nanterre pendant quinze jours”*. Il se mouche quelque peu du pied...

... ou chien policier ?

L’attribution éventuelle de cette qualité à Courtois ne relève pas du procédé polémique grossier façonné jadis par les staliniens, mais découle de ce que Courtois déclare dans son interview : *“La loi sur l’autonomie des universités, affirme-t-il, (...) devrait permettre, à terme de quatre ou cinq ans, de voir se détacher des universités d’excellence d’où seraient absents des dizaines de milliers d’étudiants-touristes qui s’inscrivent pour avoir la carte d’étudiant et ne viennent jamais aux cours ni aux examens — y compris souvent les boursiers —, et où la présidence pourra mettre à la porte les enseignants qui ne font pas sérieusement leur travail”* (souligné par moi).

Cette phrase est un appel explicite à la chasse aux étudiants — même boursiers — et aux enseignants (malheur aux historiens qui n’ânonneront pas docilement les falsifications du *Livre noir du communisme* et ses statistiques funambulesques).

Courtois a ensuite donné une interview au dossier sur *“Trotsky et le trotskisme”* de la revue d’extrême droite *La Nouvelle Revue d’histoire*, dirigée par un homme d’extrême droite, Dominique Venner. Le premier article s’intitule élégamment : *“Le cadavre bouge encore.”* On y apprend que le trotskisme *“adore les complots, la violence et les cheveux coupés en quatre”*. Courtois rassure pourtant les lecteurs de la revue : *“Le trotskisme fait partie de cette exception française que nous traînons depuis si longtemps, mais qui est en train de disparaître.”*

Si Courtois est aussi mauvais prophète qu’historien, ses lecteurs ne devraient guère être rassurés !

Jean-Jacques Marie

Entretien avec Stéphane Courtois**Communisme égale nazisme,
c'est enfin admis !**

Directeur de recherches au CNRS, Stéphane Courtois est considéré comme l'un des spécialistes mondiaux de l'histoire des totalitarismes. La publication de son *Livre noir du communisme*⁽¹⁾, vendu à plus d'un million d'exemplaires, en a également fait un polémiste de choc. Avec son tout nouveau *Dictionnaire du communisme*⁽²⁾, l'historien dépasse la seule dimension criminelle du communisme. Il répond aux questions sur son passé maoïste, la confiscation de l'historiographie par les marxistes... et Guy Môquet.

Le Choc du mois : Commençons, si vous le voulez bien, par les questions sur votre itinéraire et vos convictions. Vos adversaires vous présentent comme l'historien autoproclamé du communisme représentant la droite catholique. Ailleurs, on peut lire que vous êtes un ancien mao. Qui a raison ?

Stéphane Courtois : J'ai effectivement lu avec beaucoup de surprise, dans un article du *Nouvel Observateur* de juillet 2006, que j'étais « l'idéologue de la droite catholique ». Pour cela, il eut d'abord fallu que je sois catholique, ce qui n'est pas le cas, même si je donne un cours d'histoire du communisme dans une université catholique de Vendée – c'est d'ailleurs l'honneur de ces catholiques de faire passer l'appréciation des compétences professionnelles avant les appartenances religieuses. Et serais-je stigmatisé de la même manière si j'étais de « la gauche catholique » ?

